

Le 1^{er} mars 2021

Lettre ouverte des journalistes de *L'Agence des quartiers*

Les journalistes permanents de *L'Agence des quartiers* souhaitent attirer l'attention sur la situation extrêmement préoccupante de leur structure et la gestion désastreuse de son président et fondateur, Monsieur Guillaume Villemot.

Le projet de *L'Agence des quartiers* consiste à produire et commercialiser des contenus journalistiques sur l'actualité des quartiers populaires et à former des jeunes issus de ces quartiers aux métiers de l'information. Pour ce faire, *L'Agence des quartiers* s'appuie sur deux structures : une SAS et une association, toutes deux présidées par Guillaume Villemot. L'entreprise emploie, dans chaque antenne locale, des journalistes professionnels qui encadrent un groupe de jeunes habitants d'un QPV en contrat de professionnalisation. La partie théorique de leur formation est assurée par deux organismes partenaires (l'ESJ Lille et l'EMI Paris), une semaine par mois.

Depuis le lancement de l'entreprise en janvier 2020, l'ensemble des salariés (environ 90 personnes, encadrants et alternants des 7 antennes ouvertes en France) subit de lourds retards dans le paiement des salaires, dus à une trésorerie insuffisante (depuis le début, cinq retards allant de dix jours à près de trois mois). À ce jour, la majorité des salariés est toujours en attente du paiement des salaires des mois de janvier et février 2021 et de la prime de 13^{ème} mois conventionnelle qui devait être versée en décembre. Par ailleurs, certains salariés attendent toujours leur salaire du mois de décembre 2020.

Les conséquences économiques, sociales et psychologiques de ces retards à répétition sont extrêmement graves. Les jeunes en alternance, pourtant au cœur du projet de *L'Agence des quartiers*, subissent des situations de grande précarité incompatibles avec leur insertion sociale et professionnelle : loyers impayés, dettes, frigos vides et même prostitution pour boucler le mois. À plusieurs reprises, ces situations ont été portées à la connaissance de Guillaume Villemot par les encadrants ou les alternants eux-mêmes, à travers des démarches individuelles ou collectives : signature d'un accord entreprise en juin 2020, mouvement de grève des salariés de Marseille en novembre 2020, lettre des journalistes à la direction le 16 novembre 2020, lettre ouverte des alternants de Marseille le 25 janvier 2021, lettre des journalistes à la direction le 16 février 2021, sans compter les nombreuses relances individuelles des étudiants et des encadrants par mail et messagerie instantanée. Sans pour autant que des réponses sérieuses y soient apportées.

Ces retards s'ajoutent à des conditions de travail dégradées (locaux inadaptés, matériel insuffisant, manque de personnel) et un cadre pédagogique flou. À quelques semaines (pour certaines antennes) ou mois (pour d'autres) de la fin d'une formation déjà rendue compliquée par la crise sanitaire, les alternants n'ont toujours pas connaissance des modalités de leur certification. Les manques laissés par les périodes de chômage partiel sont importants. Les promesses qui leur avaient été faites ne sont pas tenues (prêt de matériel, possibilité d'effectuer une deuxième année, postes réservés...). Le suivi dont ils ont pu bénéficier est insuffisant, leurs perspectives professionnelles sont incertaines.

Depuis le début de l'aventure, Guillaume Villemot ne cesse de revoir les engagements pris et gère seul, envers et contre tous, les défaillances structurelles de l'entreprise. La situation de

notre antenne de Nantes, qui a fait l'objet de deux articles du journal *Ouest-France*, est symptomatique de la gestion calamiteuse du projet partout en France.

Nous devons être quatre journalistes par antenne pour encadrer 12 jeunes (1 tuteur pour 3 alternants comme la loi l'oblige). Nous ne sommes en réalité que deux, en dépit des règles. Or, nous pouvons constater sur le terrain que la présence de seulement 2 journalistes pour accompagner 12 alternants, en plus des impératifs de production et de développement, est clairement insuffisante opérationnellement. Pourtant, déjà, notre masse salariale est d'environ 2 millions d'euros par an et doit continuer à augmenter pour être en conformité avec le taux d'encadrement légal et les objectifs de nombre d'agences ouvertes et de jeunes formés.

En pleine crise de trésorerie, notre employeur continue, de manière incompréhensible, à planifier des ouvertures d'antennes, à embaucher des permanents en CDI, à faire appel à des prestataires pour continuer à produire et à communiquer... Pendant que les alternants sont en chômage partiel et que les encadrants travaillent sans salaire.

Cette situation nous semble aujourd'hui d'autant plus grave que ce projet est largement financé par la collectivité : nous avons été sélectionnés comme opérateur du Plan d'investissement dans les compétences (PIC) pour lequel nous recevons un financement de 1,8 millions d'euros. Nous travaillons avec plusieurs organismes publics : ministère de la Ville, de l'Outre-Mer, des collectivités locales... Nous affichons l'ambition d'être un acteur utile et reconnu de la vie de la République. La jeunesse de l'entreprise et l'aspect innovant et expérimental du projet ne doivent pas empêcher une gestion saine et un développement pragmatique.

Malheureusement, notre président Guillaume Villemot continue de fuir ses responsabilités : malgré l'obligation de déposer le bilan auprès du tribunal de commerce dans les 45 jours qui suivent la cessation des paiements, il se refuse à le faire, empêchant l'ouverture d'une procédure collective de redressement ou de liquidation judiciaire qui permettrait l'intervention de l'AGS, le régime de garantie des salaires.

Nous avons rejoint *L'Agence des quartiers* convaincus de la nécessité de produire une information de qualité et différente concernant l'actualité des quartiers populaires. Nos diverses expériences passées dans les médias nous ont fait prendre conscience qu'il fallait faire du journalisme autrement. Le projet de former des centaines de jeunes des quartiers populaires de France au métier tant décrié de journaliste nous a tous séduits autant que poussés à nous surpasser.

Nous croyons toujours en l'utilité et la pertinence du projet de *L'Agence des quartiers*. Mais force est de constater qu'en l'état actuel des choses, il nuit aux personnes qui s'y sont engagées. Les salariés permanents, ainsi que les alternants qu'ils accompagnent, se sentent piégés, fatigués, usés psychologiquement. Des démarches sont en cours auprès des Prud'hommes, des financeurs publics, des services de l'État, de l'inspection du travail, de l'Urssaf.

Aujourd'hui, nous lançons publiquement ce signal d'alerte. Aidez-nous à soutenir, redresser ou même réinventer ce projet, plus que jamais d'utilité publique.